Transcription intégrale du discours du Premier ministre Chef du Gouvernement, Amadou Oury Bah, à la cérémonie de présentation du portefeuille de programmes, projets et réformes du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Protection Sociale (METPS)

Conakry, le 10 aout 2026

Monsieur le ministre de la Protection sociale, de l'Emploi et du Travail,
Madame la Ministre,
Messieurs les Ministres,
Messieurs les conseillers du Président de la République,
Honorables députés, hauts cadres de l'État, délégué général de la Delivery Unit,
Medames et messieurs les camarades syndicalistes au fond de la salle, je vous salue !

C'est un plaisir de parler des questions sociales de l'emploi, du travail, parce que très souvent on en parle peu. Mais je dois vous dire que **la finalité de tout ce qui est en train d'être fait, est d'aboutir à l'amélioration du sort de nos compatriotes**.

La question de l'emploi, la question d'un emploi décent, la question de mieux-être, est l'aspiration de chaque être humain. La constitution de la République de Guinée pour laquelle vous avez tous contribué à la diffusion, au partage et à l'adoption, elle est très exigeante. Je crois qu'on a ravi la vedette au syndicat, puisque pratiquement la plupart des revendications traditionnelles du milieu syndical sont intégrées dans la constitution de la République de Guinée.

Et ça, c'est une exigence majeure et une corde autour du cou de tous les gouvernants actuels et futurs, parce qu'il faut aboutir à la mise en œuvre des droits constitutionnels des Guinéens. **Aujourd'hui, notre ambition, à travers les différents projets du programme Simandou 2040, c'est de tirer la croissance économique du pays. Pour la simple raison que pour lutter contre la pauvreté, il faut créer de la richesse**. **Et cette richesse doit être correctement partagée.**

Pour que nous puissions, comme disent les économistes, inverser la courbe de la pauvreté, il nous faut, pendant une bonne durée, avoir un taux de croissance triple du taux de développement démographique. **Nous avons un taux de croissance démographique d'environ 3,1%, donc il nous faut nécessairement, un taux de croissance à deux chiffres dans la durée, pour répondre aux préoccupations d'une protection sociale renforcée pour tous nos compatriotes, et être en mesure de traduire dans la réalité le droit constitutionnel reconnu à chaque Guinéen.**

Ce n'est pas impossible. Actuellement, nous ferons les deux chiffres. L'année prochaine, les autres années, il faut toujours créer de la richesse.

L'accélérateur qu'est le projet minier Simandou va atteindre ses limites dans la génération d'un taux de croissance économique élevé. Comme vous le savez, les mines ne sont pas suffisamment un secteur, disons, en dehors de la phase d'investissement créateur d'emplois, d'où la nécessité absolue, conformément aux instructions du président de la République, d'aller dans le sens de la transformation. Et cette transformation est obligatoire au regard des impératifs constitutionnels que nous nous sommes donnés.

Les questions agricoles, les questions concernant l'industrialisation, devront nous permettre de trouver des moyens à tout moment de propulser, la transformation du pays. D'abord, les infrastructures, bien entendu. Mais les infrastructures, comme disent les gens, au début, les gens sont contents. Lorsque la route passe, ils vont te dire, mais ce n'est pas le goudron qu'on va manger. D'où, parallèlement aux infrastructures, il faut obligatoirement investir dans les secteurs productifs, pourvoyeurs d'emplois. L'agriculture et par extension, l'élevage, la pêche, pour ne parler que de ceux là.

C'est une condition sine qua non pour qu'on puisse réduire rapidement la question de la pauvreté, la question du mal-être, la question de l'emploi. L'année dernière, au moment de la campagne pour les présidentielles, nous avons organisé un sondage pour savoir quelle était la principale préoccupation des Guinéens. La principale préoccupation des Guinéens, avant tout, c'est l'emploi.

D'où notre obligation de trouver très rapidement et à chaque instant des activités créatrices d'emplois. Bien entendu, au début, il faut créer des emplois. Ensuite, il faut les améliorer, etc.

Donc, monsieur le ministre, je vous accompagne dans le sens de vos réformes, la question du code du travail, la question concernant la couverture maladie universelle, et en d'autres termes, toutes les questions sociales sont en conformité avec la constitution de la république des Guinée. Maintenant, les autres ministres qui sont là, ont l'obligation de faire en sorte que nous ayons les ressources pour pouvoir mettre en œuvre les droits constitutionnels reconnus à nos compatriotes. D'ores et déjà, dans cette phase actuelle, les 20% de revenus qui seront tirés du projet minier Simandou seront orientés vers le secteur social, vers le secteur du développement du capital humain.

C'est déjà un gage que les choses vont aller mieux dans cette direction. Dans le secteur de la santé, il y a eu plusieurs investissements qui ont été engagés pour couvrir un peu partout le pays avec des centres, des dispensaires, des centres de santé améliorés qui sont parfois, comme un hôpital. Je vois celui de Sonfonia, c'est un grand complexe.

En d'autres termes, il y a eu beaucoup d'efforts. Mais je dis et je répète, nous avons encore beaucoup à faire en ce qui concerne, disons, la protection de nos compatriotes dans tous les domaines. Le secteur informel, très souvent, les gens le voient simplement comme un secteur où il faut qu'on prélève des taxes, formaliser les entreprises pour prélever des taxes.

Mais la formalisation des entreprises, la limitation de l'informel protégera nos compatriotes. Et donc, aller dans cette direction, il faut voir ça sur une dimension beaucoup plus large. Nous sommes focus sur des secteurs majeurs, les fragilités structurelles, la question énergétique, la question lancinente de l'assainissement.

Progressivement, lorsque nous auront résolu ces fragilités structurelles, nous devons aller plus en profondeur pour améliorer de manière substantielle le sort de nos compatriotes. Beaucoup de choses ont été faites. L'assurance maladie des fonctionnaires et des retraités, pour la plupart de nos compatriotes, c'est une révolution.

Oui ou non ? **Il ne faudrait pas parfois se taire sur ce qui est réalisé. Tu tapes le tam-tam, sinon quelqu'un tapera le tam-tam avec un autre son pour te culpabiliser que rien n'a été fait. La Guinée a fortement changé et nos compatriotes le savent et en sont gré au Président de la République.**

C'est cela le pacte social qui lie les autorités au peuple de Guinée. Beaucoup d'efforts, il faut qu'on continue. Et pour qu'on continue, il faut qu'on travaille davantage, il faut qu'on soit discipliné, il faut qu'on soit focus par rapport à la mise en œuvre de tous les chantiers.

Pas simplement les infrastructures, mais les autres chantiers de la santé, de l'école, de la petite enfance, de la solidarité, etc. Et surtout le développement agricole. Le développement agricole, c'est par ce biais-là qu'il y aura suffisamment d'emplois dans le pays, qu'il y aura moins de personnes en situation d'être inoccupées et quelqu'un qui a de quoi manger. Et à partir de ce moment-là, quelqu'un qui est dans une logique d'émancipation. Et le reste, avec l'aide de Dieu, viendra progressivement.

Mesdames et Messieurs, le ministère de l'emploi, du travail et de la Protection sociale est neuf dans sa nouvelle conception.

Le gouvernement vous accompagnera, vous poussera à développer vos relations avec les partenaires sociaux, parce que les partenaires sociaux, soit ils sont en phase et tout se passera bien, soit ils vont mettre un grain de sable et la machine risque d'être déraillée. Nous avions signé, chers partenaires sociaux, un pacte. M. Alia est le président du dialogue social et un des garants.

Quels que soient les problèmes, il ne faut pas, disons, gonfler les muscles lorsque le dialogue n'est pas engagé. Je pense qu'il faut que tous les syndicalistes soient sensibilisés sur cette approche de co-construction, de dialogue permanent, parce que ce n'est que par ce biais-là qu'on assure la stabilité et le développement durable. Le fait de crier, le fait de menacer, le fait de jeter des invectives n'importe comment, n'arrange personne. Au contraire, ça crispe et ça crée un climat délétère qui est préjudiciable à l'emploi, qui est préjudiciable à l'investissement, qui est préjudiciable à la sécurité de manière simple, pour être tout à fait simple.

Nous avons un tournant très important ces trois années à venir. Si je dis que ce sera facile, je vous aurais menti. Il faudra beaucoup d'efforts, il faudra de la résilience, il faudra un sentiment de sacrifice pour que nous sortions de ce qui nous plombe. La facilité ne construit absolument rien du tout. Et toutes les nations

qui se sont construites l'ont été parce que d'autres ont porté le sacrifice pour que par la suite les générations suivantes puissent vivre mieux.

Vous le savez, la génération actuelle, nous avons des efforts à faire pour changer nos habitudes. Prenez la question agricole, qui est le principal secteur pourvoyeur d'emploi. Regardez nos campagnes pendant la saison des pluies, il n'y a pas d'activité, vous ne voyez pas les champs. Oui ou non? Ailleurs, prenez les corridors, les routes, il y a des champs partout. Vous voyez la trace comme quoi il y a des personnes qui ont cultivé. Je rappelle ce que Fidel Castro avait dit au président Sekou Touré, puisqu'il avait traversé une bonne partie du territoire. Je n'étais pas là, mais ce que j'ai appris, c'est qu'il avait dit que la Guinée ne devrait pas du tout tendre la main pour se nourrir.

Ils ont fait des centaines de kilomètres, ils n'ont pas vu les gens travailler. Cela veut dire qu'ici il faut qu'on remette les paramètres en ordre. On a perdu le sens du travail.

Prenons l'exemple du Simandou. Il n'y a pas de statistiques, mais nos amis syndicalistes peuvent le savoir. La plupart des travailleurs, certes il y a des Guinéens, mais la plupart viennent d'ailleurs. Oui ou non? Pourquoi nos compatriotes ne vont pas là où se trouve du travail? Cela aussi il faut s'interroger. **Il faut qu'on amène nos compatriotes à travailler. Il faut qu'on les amène à aimer le travail**.

Bref, **je suis là pour vous dire que si on veut, on peut. Mais des fois, on a l'impression qu'on ne veut pas. Parce que pour changer, il faut suer.**

"Tu mangeras à la sueur de ton front". Ce n'est pas moi qui l'ai dit, ça fait partie des dix commandements. Donc acceptons de suer pour vivre mieux, relever le défi, continuer la trajectoire qui est engagée pour que dans les dix années à venir, que ce pays soit un grand pays économiquement solide, avec un peuple prospère où il fera bon vivre.

À ce moment-là, nous aurons rempli les conditionnalités qui vous préoccupent aujourd'hui et on aura rempli également les objectifs des ODD pour 2030. Je vous encourage, monsieur le ministre, nos partenaires sociaux, surtout dans cette période.

Soyez attentifs. La stabilité, la pause sociale est une condition essentielle pour qu'on puisse continuer à aller de l'avant. Il faut y veiller.

Il y a des impatiences, mais il faut montrer qu'il y a eu beaucoup d'efforts. Les salaires ont été augmentés. Oui ou non ? De manière significative.

Non, des fois, il faut qu'on se dise la vérité. Mais c'est vrai, comme dit l'autre, le coût de la vie est particulièrement onéreux. Je vous le concède.

Mais nous allons veiller à ce que les choses évoluent positivement. Et avec l'aide de Dieu, les dysfonctionnements, les fragilités structurelles, qu'on les élimine.

Et après, nous aurons du gras pour répartir au niveau de l'ensemble des secteurs de la population pour que les plus faibles puissent être accompagnés. Merci beaucoup.